

Westing, Arthur H. (Ed.), *Global Resources and International Conflict : Environmental Factors in Strategic Policy and Action*. Solna (Sweden), Stockholm International Peace Research Institute, 1986, 292 p.

Claude Comtois

Volume 19, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702312ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702312ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Comtois, C. (1988). Compte rendu de [Westing, Arthur H. (Ed.), *Global Resources and International Conflict : Environmental Factors in Strategic Policy and Action*. Solna (Sweden), Stockholm International Peace Research Institute, 1986, 292 p.] *Études internationales*, 19(1), 170–172.
<https://doi.org/10.7202/702312ar>

connu avec une absolue certitude. Diverses incertitudes demeureront, ne serait-ce que sur la nature ou la probabilité de déploiement ou d'usage des données détectées. La vérification relève d'une prise de décision politique. Le renseignement n'offre que des données et des perspectives. Le texte conclut que « le vrai problème demeure que notre éthique de la vérification conditionne nos esprits beaucoup plus que les accords sur le contrôle des armements ne contraignent la course aux armements » (p. 313) et que les agences de renseignement ne devraient pas être responsables de la vérification de ces accords.

Le dernier thème, couvert par le canadien David Charters revoit l'utilisation des groupes paramilitaires lors d'opérations secrètes décidées par un gouvernement et dirigées par une ou des sections de renseignements. Charters nous rappelle d'abord que, l'on parle ici le plus souvent de conflits politiques qui demandent une réponse politique, puis, il nous éveille au risque inhérent à de telles actions : l'agence de renseignements devient l'exécutrice d'une politique plutôt que de colliger des faits et de présenter des alternatives aux dirigeants. Devenant exécutrice, elle devient aussi consommatrice de ses propres ressources et de ses conclusions et elle doit nécessairement s'exposer (du moins localement, avec ses moyens, ses ressources et ses méthodes), perdant ainsi non seulement son anonymat et certaines sources d'information, mais aussi l'indépendance et l'ouverture d'esprit nécessaire pour colliger et analyser toute l'information disponible. De plus, en passant du stratégique au tactique elle réoriente ses moyens (nécessairement limités) et, par conséquent, ses fins. Pour Charters, les opérations paramilitaires appartiennent et devraient être sous la coupole opérationnelle des forces militaires (aux États-Unis, elles seraient donc dirigées par le Secrétaire d'État à travers le NSC (*National Security Council*) et le JCS (*Joint Chiefs of Staff*) et non par la CIA.

Le chapitre neuf de Stafford Thomas sur « Intelligence Production and Consumption: A Framework of Analysis » est particulièrement intéressant. De même, toute la quatrième section {« Group Dynamics, Individuals, and Decisionmaking »} qui sous-tend que « le ren-

seignement [en tant qu'analyse de données et interprétation] est, au fond, une affaire de psychologie » (p. 201) est excellente.

Enfin l'oeuvre est américaine, peut-être trop. Elle discute longuement de la CIA et trop peu des autres agences du renseignement. Heureusement le cadre théorique de l'oeuvre et la majorité des recommandations faites s'appliquent à toutes les démocraties occidentales. Somme toute, les gouvernants peuvent utiliser le renseignement soit pour appuyer leurs décisions soit pour les aider à en prendre; ici, *Intelligence: Policy and Process* devient une oeuvre maîtresse pour tous ceux qui sont impliqués ou préoccupés de près ou de loin par le renseignement.

Rychard A. BRÛLÉ

*Institut pour La Paix et
la Sécurité internationale, Ottawa*

À noter: tous les textes cités en français sont une traduction libre de l'auteur.

WESTING, Arthur H. (Ed.), *Global Resources and International Conflict: Environmental Factors in Strategic Policy and Action*. Solna (Sweden), Stockholm International Peace Research Institute, 1986, 292p.

La rareté, la disponibilité, la dégradation et la distribution géographique des ressources renouvelables et non-renouvelables influencent les perceptions de sécurité internationale qui gouvernent les politiques stratégiques des États et l'utilisation de la force militaire. La pénurie globale liée à la distribution inégale des ressources peut mener à la formation d'alliances relativement instables, à des rivalités nationales et même à des guerres. C'est précisément à partir de cette problématique que ce volume examine les problèmes internationaux. Les auteurs débute d'abord par un aperçu général sur les matières premières et les facteurs environnementaux qui influencent les actions et politiques stratégiques. L'ouvrage se poursuit ensuite sur l'analyse de quelques ressources clés qui ont mené et peuvent mener à des conflits interétatiques: le pétrole, le gaz

naturel et quelques autres minerais stratégiques, l'eau douce, les pêcheries océaniques, les cultures alimentaires et la population. L'effet de croissance de population différentielle premièrement sur la disponibilité perçue et réelle des ressources et deuxièmement sur le comportement international des États qui en résulte est également analysé. Un des principaux défis du monde contemporain est donc précisément de s'assurer un accès aux ressources du globe de façon à éviter des conflits mondiaux. Devant cette situation, l'étude conclut en présentant des recommandations politiques à partir d'un nouveau concept de sécurité internationale fondé sur les ressources et les facteurs environnementaux.

Ce volume est le quatrième d'une série d'études sur les activités militaires et l'environnement humain financée conjointement par l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm et le programme sur l'environnement des Nations Unies. Cette série s'attarde aux problèmes de prévenir des guerres et de maintenir un environnement capable de promouvoir le bien-être humain. Ce projet de recherche examine les questions de guerre et de sécurité liées à des préoccupations environnementales et écologiques et formule diverses recommandations. Le volume examiné ici est issu d'un symposium international tenu à Stockholm du 8 au 11 octobre 1985. Les auteurs de l'ouvrage proviennent de l'URSS, de la Suède, de la Norvège, du Canada, des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Le livre est divisé en neuf chapitres et sept appendices. Les chapitres de longueur relativement égale sont tous accompagnés d'une bibliographie. Il y a même une bibliographie sélective en appendice 1 et une sélection des principaux conflits du 20^{ème} siècle impliquant des matières premières en appendice 2. Le traité de Spitsbergen de 1920, le traité de l'Antarctique de 1959, le traité sur l'espace cosmique de 1967, la loi de la convention de la mer de 1982, l'accord sur la lune de 1979 font l'objet des autres appendices. Le volume est également accompagné d'un glossaire, d'une liste des unités de mesure et de leurs équivalents et d'un index.

Ce livre est d'une facture remarquable. Son objectif est d'apporter une contribution originale à la géopolitique des ressources. Sans perdre de vue cet objectif, les auteurs analysent de façon rigoureuse quelques ressources choisies avec parcimonie qui contribuent judicieusement à l'intelligence de leur discours. Qui plus est, les textes présentent nombre de conflits et/ou situations sous une perspective souvent oubliée. La guerre civile au Nigeria en 1967, la guerre des Malouines en 1982, la politique de l'OTAN en Afrique méridionale, le potentiel conflictuel du Jourdain, du Nil et du Gange, l'impact de la pollution sur les zones de pêche, l'arme alimentaire, le problème des réfugiés sont quelques-uns des cas examinés sous l'angle d'approvisionnement en ressources. Ce livre s'avère d'une grande utilité à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité mondiale. Non seulement l'analyse permet une meilleure compréhension de certains événements mais les auteurs identifient également des zones de conflits potentiels. Qui plus est, l'idée que la capacité portante du globe est limitée et que la sécurité internationale repose d'abord sur une reconnaissance de ce fait, vient à point nommé. L'ouvrage représente une excellente base de recherche à laquelle on désire poursuivre des études sur l'analyse des conflits liés à la distribution des ressources.

Sans remettre en cause la valeur de l'ouvrage, il apparaît important de mentionner trois points qui ne devraient pas être négligés dans des analyses similaires. D'abord une définition du concept de ressources s'impose. Matière première et ressource ne sont pas des termes équivalents. Ceci a déjà été démontré par plusieurs géographes, économistes et politologues. Une compréhension non équivoque des ressources ne peut qu'affermir une stratégie de développement écologique. Ensuite, il est important de considérer l'utilisation de la cartographie dans quelques démonstrations de la problématique avancée. D'autant plus qu'un des facteurs de tension internationale est précisément la localisation des ressources. Enfin, tout séminaire international sur les conflits mondiaux liés aux ressources ne peut plus négliger l'expertise provenant des

pays du Tiers-monde. Cet oubli qui caractérise le symposium de Stockholm s'avère tout à fait inacceptable.

Claude COMTOIS

*Département de géographie
Université d'Ottawa, Canada*

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DIMAKIS, Jean, *P. Codrika et la question d'Orient sous l'empire français et la restauration*. Paris-Montréal, Éditions Jean Maisonneuve-Presses de l'Université de Montréal, 1986, 187p.

Panagiotis Codrika délaissa en 1802 l'abortive mission diplomatique ottomane à Paris, dont il était premier secrétaire. Du moment de cette défection jusqu'à sa mort en 1827 il était « secrétaire-interprète » au ministère des Affaires étrangères de France. Jean Dimakis présente les opinions de Codrika sur les affaires grecques de 1802 à 1827 sous forme d'analyse des documents officiels et des brochures anonymes rédigés par lui.

À cette époque, les Grecs de l'empire ottoman jouissaient d'une certaine autonomie et de quelques occasions favorables, mais ils ne pouvaient fleurir dans l'incertitude que créait le despotisme désorganisé de la Sublime Porte et qu'empirait l'intervention spasmodique et arbitraire des agents du gouvernement russe. Codrika affirma que l'écroulement progressif de l'empire ottoman agrandissait dangereusement l'empire russe, et il insista pour que Napoléon y intervienne. Le mieux serait la division de l'empire ottoman entre un empire des Turcs qui comprendrait la plus grande partie de l'Asie mineure, et un empire des Grecs qui engloberait la péninsule des Balkans et la région de la mer Égée. Le chef, à Constantinople, de l'empire des Grecs devait être un prince de la famille Bonaparte, ou un prince allemand, ou même un prince de la maison impériale de Russie, car tout prince placé sur le trône de Constantinople devien-

drait par la force des choses, indépendant de la Russie. Faute de ça, on devait imposer une réorganisation de l'empire ottoman pour déterminer l'autonomie de ses communautés chrétiennes avec la garantie et la protection de la France.

Codrika n'a pas approuvé la « folle entreprise » des « hétéristes » (conjurés d'une association hellénique secrète) qui envahirent la Moldavie en traversant le Pruth de la Bessarabie en Mars 1821, au moment où le congrès de Laybach s'occupait à consolider la paix en Europe. Cette insurrection a mis en danger tout ce que les Grecs avaient accompli en dedans de l'empire ottoman. Mais les représailles turques, et notamment l'exécution au jour de Pâques 1821 du patriarche orthodoxe de Constantinople, ont rompu le pacte tacite qui liait le sultan avec ses sujets grecs et ont rendu pleinement légitime la résistance organisée contre la menace de l'extermination. Dès lors, Codrika a fait tout son possible pour aider la cause de l'indépendance grecque, conformément à son devoir comme employé du gouvernement français.

Issu d'une famille athénienne de rang social élevé, Codrika était dénommé « phanariote athénien » par ses ennemis parmi la diaspora grecque. C'est que son service de la Porte de 1783 à 1802 l'a assimilé au petit cercle des familles grecques privilégiées de Constantinople. Il s'est fait des ennemis par son attitude conservatrice dans la querelle linguistique à propos de la forme de la langue grecque moderne. Il a osé critiquer les opinions linguistiques d'Adamantios Coray, l'Arthur Griffith du nationalisme hellénique libéral selon H.A.L. Fisher. Codrika a qualifié Coray de « jacobin » et a voulu démontrer que les insurgés en Grèce ne désiraient que la civilisation et le règne de la loi, c'est-à-dire les conditions essentielles à la floraison économique et culturelle. Il était à la fois réaliste et optimiste quant aux possibilités d'une Grèce indépendante.

En appendice à ce livre sont reproduits deux des textes originaux de Codrika. Ils suffiront pour convaincre les étudiants des affaires internationales que l'excellente analyse de